

PRISE DE PAROLE INTERSYNDICALE

CGT – FO - FSU DU 05 02 19

Depuis de nombreuses années, les politiques menées au service du capital et du patronat par les gouvernements successifs génèrent de fortes injustices sociales, territoriales et fiscales. Les organisations syndicales présentes aujourd'hui CGT, FO et FSU n'ont cessé d'alerter les pouvoirs publics, de mobiliser dans les entreprises et les services publics contre des réformes régressives et pour une autre politique de répartition des richesses produites dans le pays. Aujourd'hui encore, Gouvernement et patronat, qui sont responsables de la crise actuelle, restent sourds aux revendications légitimes des salarié.e.s, privé.e.s d'emplois, étudiant.e.s et retraité.e.s. Ce ne sont pas les mesures récentes annoncées par le gouvernement en réponse au mouvement des gilets jaunes qui répondent aux urgences sociales.

Pourtant les 57 milliards d'euros versés aux actionnaires des 40 plus grandes entreprises démontrent l'ampleur des richesses créées par les travailleurs dans notre pays. Les augmentations à deux chiffres que s'octroient les grands patrons sont de véritables provocations envers ceux qui produisent les richesses de ce pays.

Au-delà des mobilisations des citoyen.e.s depuis de nombreuses semaines, il est indispensable de construire un rapport de force, notamment par la grève, pour imposer au patronat une autre redistribution des richesses. Les organisations syndicales CGT FO et FSU ont appelé ce jour les salarié.e.s, les agent.e.s, les jeunes comme les retraité.e.s, les privé.e.s d'emploi à se mobiliser ensemble, par la grève et les manifestations, pour obtenir du gouvernement et du patronat :

- ♣ Une augmentation du Smic, du point d'indice, de tous les salaires et pensions ainsi que des minimas sociaux ;
- ♣ Une véritable réforme de la fiscalité : une refonte de l'impôt sur le revenu lui conférant une plus grande progressivité afin d'assurer une plus grande redistribution des richesses et d'alléger le poids de l'impôt indirect (TVA, TICPE) pénalisant les salariés et les ménages, le paiement des impôts en France de grandes sociétés (ex. : GAFAM), une imposition plus forte des plus hauts revenus et de la détention de capital ;
- ♣ La suppression des aides publiques aux entreprises (CICE, et exonérations diverses, etc.) qui ne servent ni à l'emploi, ni à la revalorisation des salaires, ni à l'investissement de l'appareil productif et mettent à mal notre protection sociale ; et qui, dans bien des cas, servent à engraisser les actionnaires de ces entreprises ;
- ♣ Le développement des services publics, partout sur le territoire, en réponse aux besoins de la population, avec des moyens suffisants en personnels pour un bon exercice de leurs missions ;

♣ Le respect des libertés publiques tel que le droit de manifester qui est aujourd'hui gravement remis en cause par le gouvernement.

Il n'est plus utile de préciser que le pays connaît une crise sociale majeure, les multiples mouvements sociaux parlent d'eux-mêmes. Les causes en sont multiples, héritage des politiques menées par les gouvernements successifs et arrogance de ce gouvernement, pleinement décomplexé, affichant et assumant sans scrupules d'être au service des plus riches, du grand patronat. Pour cette année cela prendra la forme d'exonération de cotisations et de baisse de la fiscalité notamment, quelques 260 milliards d'euros d'argent public, c'est-à-dire nos impôts, qui seront octroyés aux entreprises, sachant que ce sont les plus grandes et les plus « profitables » qui en bénéficieront le plus.

Il n'y a que le Président Macron qui a raison ; à l'entendre, nous n'avons rien compris, nous sommes des Gaulois réfractaires, on n'a qu'à « traverser la rue » pour trouver du boulot, il faut en finir avec « le pognon de dingue » attribué en aide sociale, il faut que les pauvres arrêtent de déconner, que les retraités cessent de vouloir faire trois repas par jours, il faut que le peuple du pays fasse enfin les efforts qu'il n'a jamais fait. Peuple dont 14 % des personnes qui le composent vivent en dessous du seuil de pauvreté, soit 9 millions de personnes, parmi lesquelles 30 % ont un emploi. 6,2 millions de personnes sont privées d'emploi.

Du côté des retraités : hausse de la CSG, non revalorisation des pensions depuis 5 ans, hausse de 0,3 % au 1er janvier pour une hausse des prix évaluée à + 1,7 %.

Cette augmentation de la CSG appliquée aux revenus du travail en compensation d'une baisse des cotisations sociales est un énième cadeau aux entreprises qui, on le répète, ont distribué 57 milliards de dividendes en 2018. « On se remet difficilement de la crise de 2008 » nous disent-ils. Pourtant en 2007 la fortune personnelle du premier actionnaire L'Oréal était de 17 milliards, aujourd'hui elle est de près de 40 milliards ! Idem pour le propriétaire de LVMH avec 70 milliards de fortune personnelle. La liste pourrait être longue de ce 1 % de nos concitoyens à qui le gouvernement a « rendu » 4,5 milliards en supprimant l'ISF....

En réponse aux mouvements sociaux, le président Macron, après avoir longuement réfléchi, à trouver la solution : on va faire un « grand débat ». Eh bien oui, mais cette méthode on la connaît bien dans les entreprises et les branches professionnelles, ça s'appelle le « dialogue social », ça dure des heures, des jours, et se traduit en général par des régressions de nos droits et nos acquis. Dans ce « grand débat » « il n'y a pas de questions interdites ». C'est beau comme un graffiti de Mai-68... Mais, après cela, ce n'est plus qu'une longue liste d'interdits

ou, à tout le moins, de contraintes pour un parcours balisé vers une destination trop prévisible. Pas question par exemple de rétablir l'ISF.

Une chose au moins est claire : **on ne touchera pas au partage des richesses**. Et il y a plus insidieux. Le Président veut bien baisser les impôts, mais à condition qu'on lui dise quel service public supprimer.

ALORS ALLONS-Y, TOUS ENSEMBLE, TRAVAILLEURS, PRIVÉS D'EMPLOI, RETRAITÉS, ÉTUDIANTS, GILETS JAUNES, STYLOS ROUGES, BLOUSES BLANCHES... NOS REVENDICATIONS, NOS SOUFFRANCES, NOTRE DROIT À VIVRE DIGNEMENT SONT LES MÊMES... ALORS, TOUS ENSEMBLE, FAISONS DE CE 5 FÉVRIER LE POINT DE DEPART VERS D'AUTRES CHOIX DE SOCIÉTÉ !

Le gouvernement est certes responsable d'une partie des problèmes que nous subissons tous les jours mais le réel commanditaire, le « donneur d'ordre » des lois Travail, de la pression sur les salaires, de la difficulté « à joindre les deux bouts », de la réforme de l'allocation chômage, de la hausse de la CSG ou de la privatisation de la Sécu, c'est le grand patronat et le capital !

L'unique réponse à lui apporter est d'amplifier les mobilisations partout : mobilisons-nous dans toutes les entreprises-pour le toucher au cœur. Au regard de leur détermination, aucune autre méthode n'existe comme réponse à nos revendications que de bloquer l'économie, la machine à profits.

IL NOUS FAUT AUGMENTER LE RAPPORT DE FORCE. POUR CE FAIRE, LA QUESTION DE LA GRÈVE EST INCONTOURNABLE ET LA POURSUITE DU MOUVEMENT UNE OBLIGATION !

Alors partout, réunissons nous, établissons nos revendications et allons tous ensemble demander au patronat et au gouvernement notre dû.

APRÈS LE NOUVEL AN, UNE NOUVELLE ÈRE COMMENCE. ELLE DÉMARRE EN CE JOUR LE 5 FÉVRIER.